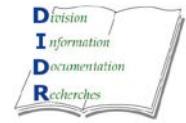


25 janvier 2018



## Situation sécuritaire à Bangui depuis 2016

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Les groupes armés.....	3
1.1. Les ex-Séléka et les groupes d’auto-défense de PK5.....	3
1.2. Les Anti-Balaka (AB).....	4
2. La situation des musulmans de PK5 .....	6
3. L’hostilité aux forces internationales.....	7
4. Une insécurité notamment imputable aux forces étatiques.....	8
4.1. La police nationale.....	9
4.2. Les Faca.....	9
Bibliographie.....	11

\* \*

**Résumé :** La majorité des Ex-Séléka a quitté la capitale et a laissé la place à des groupes d’auto-défense à PK5. Les Anti-Balaka sont encore présents et actifs mais leurs structures sont très volatiles. La Minusca est critiquée régulièrement et des Casques bleus ont été ciblés à plusieurs reprises. Les forces de sécurité centrafricaines présentes dans la capitale sont accusées d’incompétence voire d’exactions contre des civils.

**Abstract:** Most of the Ex-Seleka fighters left Bangui and gave way to PK5 self-defense groups. Elements of Anti-Balaka are still present and active but their structures are very volatile. The Minusca is regularly criticized and peacekeepers have been targeted several times. National security forces in the capital are accused of incompetence and even abuses against civilians.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Le climat sécuritaire en Centrafrique varie énormément d'une région à l'autre : alors que les provinces sont minées par des foyers de violence, des progrès notables en matière de sécurité ont été réalisés à Bangui depuis plus de deux ans notamment au quartier PK5 (3<sup>ème</sup> arrondissement de la capitale) qui, en proie à des violences communautaires, a vu ses commerces rouvrir progressivement et le camp de déplacés à M'Poko fermer à la fin de l'année 2016.

Cependant si Bangui est pacifiée, la capitale ne peut être considérée comme une « oasis de paix » selon les termes utilisés par l'ONG International Crisis Group<sup>1</sup> : de nombreux acteurs présents dans la capitale sont susceptibles de déclencher une nouvelle crise et **chaque incident peut rapidement dégénérer** comme cela a été le cas après l'assassinat de l'ancien aide de camp de Catherine Samba-Panza en octobre 2016.

## 1. Les groupes armés

Au cours de la période électorale du début de l'année 2016, les groupes armés Anti-Balaka (AB) et ex-Séléka sont restés peu actifs, en attente des résultats des élections (proclamés en février pour l'élection présidentielle et en avril pour les élections législatives)<sup>2</sup>. Les tactiques suivies par la suite sont diverses selon les groupes, certains ayant quitté la ville d'autres restant dans l'attente de bénéfices de la part des pouvoirs publics vraisemblablement.

### 1.1. Les ex-Séléka et les groupes d'auto-défense de PK5

A l'annonce de la composition du nouveau gouvernement post-électoral, qui ne comprend aucun représentant de ces groupes<sup>3</sup>, des groupes ex-Séléka comme le Front Démocratique pour le Peuple de la République centrafricaine (FDPC) et l'Union pour la Paix en République centrafricaine (UPC) sont retournés dans leurs provinces d'origine pour affirmer leur position et assurer leur subsistance de sorte que la violence s'est déplacée de la capitale aux provinces<sup>4</sup>.

Le départ des ex-Séléka en 2016 a laissé la place à des groupes armés qui se font appeler des groupes d'auto-défense dirigés par des « petits chefs »<sup>5</sup> tel que « Big man », qui a été tué au début du mois de février 2017 dans un affrontement avec la police.

A PK5, ces milices d'autodéfense sont soutenues par les commerçants du quartier pour éviter un retour à la situation qui prévalait avant la crise c'est-à-dire à la soumission à des pratiques d'extorsion par les autorités<sup>6</sup>. La présence de ces milices n'empêchent pas l'insécurité et des affrontements peuvent éclater comme en février 2017 : il y a des règlements de comptes entre bandes armées et de la délinquance ordinaire<sup>7</sup>. Dans la journée, PK5 redevient le poumon économique de la ville comme il l'était avant la crise mais l'insécurité est réelle la nuit tombée<sup>8</sup>. Ces groupes alimentent l'insécurité et s'en

---

<sup>1</sup> *United Nations Security Council*, Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2262 (2016), 05/12/2016.

<sup>2</sup> Le premier tour de l'élection présidentielle et des élections législatives a lieu le 30 décembre 2015. Le second tour de l'élection présidentielle devait avoir lieu le 31 janvier 2016 mais il été repoussé au 14 février. Les résultats du premier tour des élections législatives ont été annulés et les deux tours ont été organisés le 14 février et le 31 mars. Les résultats de l'élection présidentielle ont été proclamés le 20 février et ceux des élections législatives ont été annoncés le 08 avril 2016.

<sup>3</sup> *Armed Conflict location and event data project (aclede)*, *Conflict Trends* (n°54) real Time Analysis of African Political Violence, 12/2016.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> *Ibid.*

prennent à la population, par exemple lorsqu'ils luttent pour le contrôle des revenus tirés ou dérivés du racket des commerçants, des vendeurs, des bus et des taxis deux-roues<sup>9</sup>.

Plus de 1.200 ex-Séléka sont restés à Bangui et occupaient encore trois casernes dans Bangui (Camp Béal, Régiment de Soutien et des Services (RSS) et le Régiment de défense opérationnelle du territoire (RDOT) à la fin de l'année 2017<sup>10</sup>. Sous le prétexte de reformer les Forces Armées Centrafricaines (Faca) et donc d'avoir besoin de bases militaires dans la capitale pour les accueillir, les pouvoirs publics ont sommé les ex-Séléka de quitter les lieux mais des ex-combattants refusent de partir. La plupart d'entre eux viennent de régions éloignées et refusent de se contenter des 100000 cfa (152 euros) que le gouvernement s'engage à leur donner. Le "commandant" des ex-combattants au Camp Béal, Hissène Scheiker, réclame 2 millions cfa (environ 3000 euros) pour chaque combattant et la possibilité d'intégrer le processus de désarmement mis en place par le gouvernement et soutenu par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

L'Agence France Presse (AFP) souligne que d'autres ex-combattants Séléka occupent toujours illégalement des maisons et villas de particuliers dans le nord de Bangui malgré l'appel à l'aide des propriétaires au gouvernement pour les déloger<sup>11</sup>.

## 1.2. Les Anti-Balaka (AB)

A la fin de l'année 2016, environ 250 éléments AB restent armés dans la capitale, principalement à Gobongo / Boy-Rabe, Combattants et Sica 2 et Ben-Zvi<sup>12</sup>.

Leurs commandants prétendent que leurs groupes restent actifs pour combattre le crime ou contrer la menace des combattants de l'ex-Séléka, notamment les ex-combattants internés dans les camps BSS / Béal et RDOT. Il est probable que de nombreux AB tentent, par leur visibilité, de faire pression sur le président Touadéra pour obtenir des avantages, un poste voire une amnistie du fait de leur soutien lors des élections<sup>13</sup>. Alors que le pouvoir de Bangui promettait des emplois à des AB dans les forces de sécurité centrafricaines en 2016<sup>14</sup>, des acteurs internationaux ont exercé une pression telle que les autorités sont revenues sur leur engagement déclenchant la colère des AB<sup>15</sup>.

De nombreux AB, en particulier de la branche Mokom<sup>16</sup>, espèrent le retour de l'ancien président Bozizé au pays et sur la scène politique<sup>17</sup>. Jean-François Bozizé, fils de l'ancien président et militaire de carrière, est rentré à Bangui en août 2016, arguant qu'il répondait ainsi à l'appel au retour des Faca du chef d'état-major des Faca. Il a été appréhendé par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) qui l'a remis entre les mains des autorités

---

<sup>9</sup> *United Nations Security Council*, 05/12/2016, art.cit.

<sup>10</sup> Ils étaient près de 3000 en décembre 2013. Certains de ces combattants sont rentrés chez eux après la perte du pouvoir de la Séléka dans Bangui, mais environ 1.200 occupent toujours trois casernes, selon les autorités.

<sup>11</sup> *AFP*, « Plus de 1.200 ex-Séléka sommés de quitter des casernes à Bangui en Centrafrique », 07/11/2017.

<sup>12</sup> *United Nations Security Council*, 05/12/2016, art.cit.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Le 24 juin 2016, Jean Serge Bokassa, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et l'Administration du Territoire, a signé un arrêté qui prévoit l'intégration de Maxime Mokom dans le corps de la police centrafricaine. Pour rappel : en 2015, les AB dirigés par Mokom et une branche des ex. Séléka dirigés par Nourredine Adam - aussi connus sous le nom de 'Nairobistes' - avaient été à l'origine des troubles qui ont sévi dans le pays à la fin de l'année 2015. Cette alliance opportuniste entre les clans des deux anciens présidents, François Bozizé et Michel Djotodia, avait pour but de réinvestir la scène politique centrafricaine au moment où les autorités de la transition les empêchaient d'accéder au pouvoir dans DUKHAN Nathalia, *République Centrafricaine : Un chef anti-balaka proche de Bozizé intégré dans la police nationale*, 19/07/2016.

<sup>15</sup> *Acléd*, 12/2016, art.cit.

<sup>16</sup> Maxim Mokom, leader AB, est un neveu de François Bozizé dans DUKHAN Nathalia, *En Centrafrique, les groupes armés prolifèrent grâce à une impunité totale*, *Le Monde*, 21/08/2017.

<sup>17</sup> *United Nations Security Council*, 05/12/2016, art.cit.

centrafricaines qui l'ont libéré rapidement. Il s'est installé à Bangui où il a alimenté son réseau parmi les anciens Faca et les groupes AB sachant que de nombreux anciens Faca appartiennent voire dirigent des groupes AB comme Olivier Koudémon et Eugène Ngaïkosset dont il est resté proche. A l'annonce de son arrestation par la Minusca, Ngaïkosset et Maxime Mokom ont rassemblé des éléments AB dans la zone PK11 de Bangui sans toutefois lancer la moindre opération<sup>18</sup>.

Les AB sont toujours actifs à Bangui : ainsi après l'assassinat de l'ancien garde du corps de Catherine Samba Panza à Pk5 en octobre 2016 et alors que ce quartier était bouclé par la Minusca du fait des violences survenues après cet incident, le Groupe d'experts sur la République centrafricaine des Nations unies a constaté la présence d'éléments AB à 200 mètres du quartier général de la Minusca sur l'avenue Boganda (le QG est situé sur la route qui relie le PK5 au centre-ville<sup>19</sup>) et la Minusca a signalé la présence de jeunes en armes, portant pour certains des uniformes de l'armée régulière, dans presque toutes les zones entourant le quartier PK-5. Les jours qui ont suivi, des coups de feu ont été entendus dans les 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements<sup>20</sup>.

Le même mois, Maxim Mokom s'est allié à l'ex-Séléka et leader du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) Nourredine Adam qui affronte désormais l'Union pour la Centrafrique d'Ali Darassa<sup>21</sup>. Les informations les plus récentes semblent indiquer que Maxim Mokom a quitté la capitale ou tout du moins que ses AB évoluent désormais en province<sup>22</sup>. L'ensemble des sources ne fournit aucune indication sur la présence de ses hommes à Bangui ni même sur la présence visible et effective de groupes AB d'autant que ces groupes se fragmentent fréquemment à l'instar des composantes de l'ex-Séléka. En novembre 2017, un nouveau mouvement AB a été présenté à la presse à l'hôtel Azimut à Bangui<sup>23</sup> : il s'agit du « Leaders Combattants AutoDéfense pour la Résistance » (LCADR) dirigé par Baudoin Yangué, Thierry Lebéné alias 12-Puissances et Jean Louis Ngaidjounou issu des AB de Ngaïssona. Précédemment, le Rassemblement des Républicains (RDR) de Gaëton Boadé à Ippy a été créé après une séparation de l'aile de Mokom.

Les AB constituent une source d'insécurité au quotidien pour l'Agence de presse africaine (APA) qui indique le 1<sup>er</sup> janvier 2018<sup>24</sup> que, parmi les lieux encore festifs de la capitale, le « Tiringulou », un bar dancing du 5<sup>ème</sup> arrondissement est fréquenté par des AB où les bagarres et vols de portables sont fréquents. L'agence précise dans son article que « plus on avance dans la nuit plus les exactions se multiplient dans les lieux de divertissement. Surtout ceux éloignés du centre-ville ».

En septembre 2017, le Premier Ministre Simplicie Sarandji forme un nouveau gouvernement où apparaissent des AB (avec Jean-Alexandre Dedet au Secrétariat du gouvernement et Jacob Mokpem Bionli au ministère de la Culture et du Tourisme) et des ex-Séléka (comme Lambert Mokove Lissane aux Eaux et Forêts et Gontran Djono Ahaba à l'Energie, neveu de l'ancien président Michel Djotodia)<sup>25</sup>, vraisemblablement en signe de réconciliation face à une situation sécuritaire préoccupante au niveau national.

---

<sup>18</sup> *United Nations Security Council*, 05/12/2016, art.cit.

<sup>19</sup> *Le Monde*, "Reportage « En pèlerin de la paix », le pape visite le quartier musulman de Bangui », 30/11/2015.

<sup>20</sup> *United Nations Security Council*, 05/12/2016, art.cit.

<sup>21</sup> *Jeune Afrique*, « Centrafrique : la Minusca dénonce l'appel de l'anti-balaka Maxime Mokom à « bouter les mercenaires étrangers », 23/08/2017.

<sup>22</sup> *RFI*, Des dizaines de morts dans une attaque au sud de la Centrafrique »17/05/2017 ; *Jeune Afrique*, Centrafrique : ce que l'on sait après l'attaque de Bangassou », 16/05/2017.

<sup>23</sup> *CorbeauNews*, Centrafrique : Vient de naître à Bangui, le "LCADR" un mouvement des Anti-balaka », 06/11/2017.

<sup>24</sup> *Agence de presse africaine (APA)*, « Bangui s'amuse encore, malgré l'insécurité permanente », 01/01/2018.

<sup>25</sup> *AFP*, « En Centrafrique, des proches des milices font leur entrée au gouvernement », 15/09/2017.

## 2. La situation des musulmans de PK5

De nombreux musulmans qui vivent dans les 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements estiment ne pas rencontrer de difficultés chez eux mais craignent de circuler hors de leur quartier de vie. Des incidents engendrent fréquemment des violences en représailles où les musulmans apparaissent tantôt comme les victimes tantôt comme les auteurs de représailles :

Ainsi le week-end des 11 et 12 juin 2016, trois personnes sont tuées dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement de la capitale après le braquage mortel d'un chauffeur de moto-taxi de confession musulmane<sup>26</sup>. Plus tard dans le mois, l'arrestation de commerçants musulmans venant à Bangui par des éléments des forces centrafricaines entraîne la séquestration de six policiers par des groupes armés à PK5. Une opération armée de la Minusca, visant à extraire les policiers retenus dans un local tenu par un groupe d'autodéfense armé et des civils, cause la mort d'au moins 6 personnes et on dénombre un blessé parmi les Casques bleus. Le Département d'Etat américain évoque également le décès de 15 civils au cours de cette opération<sup>27</sup>. Finalement, la collaboration de la Minusca avec des acteurs locaux pour mettre en place une médiation et le soutien militaire de Sangaris pour sécuriser la zone permet la libération des six policiers sans heurts quelques jours plus tard<sup>28</sup>.

Outre les affrontements entre groupes d'auto-défense, le quartier est le théâtre de nouvelles violences après l'assassinat de l'aide de camp de l'ancienne présidente de la Transition Catherine Samba-Panza<sup>29</sup> :

Le 4 octobre 2016, Marcel Mombeka, commandant des Faca et ancien aide de camp de Catherine Samba-Panza, est abattu au rond-point de Koudoukou (3<sup>ème</sup> arrondissement) de Bangui. Bashir Bouari, un membre du groupe d'auto-défense dirigé par Abdoul Danda, est soupçonné d'être le responsable sans que le motif de son geste ne soit connu. En représailles<sup>30</sup>, des soldats des Faca tuent un chauffeur de taxi moto musulman au pont Yakité (3<sup>ème</sup> arrondissement). Plus tard, des Peulh sont attaqués à deux reprises dans le 6<sup>e</sup> arrondissement. Dans la même journée, près de l'église de Fatima (entre le 3<sup>ème</sup> et le 6<sup>ème</sup> arrondissement), des affrontements éclatent et font 11 morts et 21 blessés. La Minusca boucle alors le quartier PK5, multiplie les patrouilles et escortent les résidents musulmans dans leurs déplacements mais la présence d'AB et d'hommes en tenue militaire près de PK5 est remarquée<sup>31</sup>.

Après le meurtre de Mombeka, des membres du groupe d'auto-défense de Matar Anemeri et de Mohamed Appo collaborent avec des soldats musulmans des Faca, régulièrement déployés dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement, pour tenter d'arrêter Abdoul Danda. Ce dernier se réfugie dans une maison appartenant au chef de groupe d'auto-défense Issa Kapy alias 50/50<sup>32</sup>. Le 30 octobre 2016, de violents combats éclatent entre les deux groupes, avec l'utilisation d'armes lourdes et de roquettes, qui causent la mort d'une dizaine de membres du groupe d'autodéfense dont les chefs de milices Abdoul Danda et Issa Kapy<sup>33</sup>.

---

<sup>26</sup> *United State-Department of State (USDOS), 2016 Report on International Religious Freedom - Central African Republic, 15/08/ 2017; United Nations Security Council, Report of the Secretary-General on the situation in the Central African Republic, 29/09/2016; SAMBOU Wahany Johnson, « RCA : trois morts dans des violences à Bangui », 14/06/2016.*

<sup>27</sup> *USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Central African Republic, 03/03/2017.*

<sup>28</sup> *United Nations Security Council, 29/09/2016, art.cit.*

<sup>29</sup> *International Crisis Group (ICG), Centrafrique : alerte de crise, 16/11/2016 ; Acléd, 12/2016, art.cit.*

<sup>30</sup> *ICG, 16/11/2016, art.cit.*

<sup>31</sup> *United Nations Security Council, 05/12/2016, art.cit.*

<sup>32</sup> *RFI, «Centrafrique: affrontements meurtriers dans le quartier PK5 de Bangui », 30/10/2016.*

<sup>33</sup> *ICG, 16/11/2016, art.cit. ; United Nations Security Council, 05/12/2016, art.cit.; Le Parisien, « Centrafrique : violences mortelles à Bangui pendant la visite de Le Drian », 31/10/2016.*

Alors que PK5 souffrait des agissements criminels d'un groupe d'auto-défense dirigé par Youssouf Malinga, alias « Big Man » à la fin de l'année 2016<sup>34</sup>, l'année 2017 est marquée par des nouvelles violences à PK5 puisque la mort annoncée de ce criminel le 7 février 2017 au cours d'une opération de la Minusca visant à l'interpeller avec ses hommes déclenche une vague de représailles de la part de ces derniers notamment des meurtres et l'incendie de maisons<sup>35</sup> : ils prennent des civils et des bâtiments religieux pour cible notamment en lançant une grenade dans la foule, le bilan officiel étant de 11 morts et 18 blessés<sup>36</sup>.

Plus récemment, le quartier a été frappé par un attentat à la grenade : le 11 novembre 2017 dans la soirée, deux hommes à moto lancent une grenade contre un café au carrefour de la Paix (PK5) à la limite des 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements<sup>37</sup> où se produisait le chanteur Ozaguin<sup>38</sup>. Le bilan officiel fait état de quatre morts et une vingtaine de blessés. La nuit qui suit et le lendemain, la population entend des tirs sporadiques à l'arme légère, les corps de trois jeunes hommes sont déposés à la morgue de la mosquée locale, deux chauffeurs de taxis-motos et un jeune qui se promenait dans le quartier, assassinés vraisemblablement à titre de représailles<sup>39</sup>. Le journal *La Croix* évoque l'hypothèse que les trois victimes étaient musulmanes et ont été tués à titre de représailles par des AB qui accusent les musulmans d'être à l'origine de l'attentat<sup>40</sup>.

En outre, il existe un effet de contagion des événements survenus en province sur Bangui car les habitants de Bangui ont tous de la famille en province et chaque événement dramatique qui frappe une ville ou un village provoque des tensions communautaires dans la capitale, principalement dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement. Ainsi après les affrontements survenus à Bangassou en mai 2017, des groupes d'auto-défense sont redevus très visibles à PK5 et les commerces ont fermé le 19 mai 2017 en mémoire des victimes des affrontements<sup>41</sup>.

### 3. L'hostilité aux forces internationales

L'intervention militaire internationale à Bangui a été bien perçue avec l'opération Sangaris et l'arrivée des Casques bleus de la Minusca dans un premier temps. Malgré l'amélioration notable de la situation sécuritaire, une partie de la population bangouaise indique désormais ne pas percevoir les bienfaits de la présence internationale et réclame le réarmement et le retour des Faca. L'inefficacité de la mission internationale à protéger la population civile à Bangui et en province a été dénoncée à plusieurs reprises<sup>42</sup>.

Cette demande est soutenue par des chefs religieux qui jusque-là saluaient la présence de la Minusca et qui désormais accusent l'opération onusienne d'inefficacité voire d'inertie. Des dirigeants politiques mais également des acteurs de la société civile ont monté l'affaire en épingle à plusieurs reprises et ont mobilisé la jeunesse de la capitale comme Gervais Lakosso en octobre 2015<sup>43</sup> :

---

<sup>34</sup> *United Nations High Commissioner for Refugees, Car Situation UNHCR CAR Update-December 2016 Highlights*, s.d.

<sup>35</sup> *Human Rights Council, Report of the Independent Expert on the situation of human rights in the Central African Republic*, 28/07/2017.

<sup>36</sup> *United Nations Security Council, Report of the Secretary -General on the Central African Republic*, 02/06/2017.

<sup>37</sup> *Le Monde*, « Centrafrique : 7 morts et plus de 20 blessés dans des violences à Bangui », 13/11/2017.

<sup>38</sup> *La Croix*, « Centrafrique, nouvelle flambée de violence à Bangui », le 14/11/2017.

<sup>39</sup> *Le Monde*, 13/11/2017, art.cit.

<sup>40</sup> *La Croix*, le 14/11/2017, art.cit.

<sup>41</sup> *ICG, Eviter le pire en République centrafricaine*, Rapport Afrique de Crisis Group N°253, 28/09/2017.

<sup>42</sup> PINTO Pierre, « RCA: «Redonner du muscle et de la réactivité à la Minusca», RFI, 15/11/2017.

<sup>43</sup> *ICG*, 28/09/2017, art.cit. ; *Acléd*, 12/2016, art.cit. ; *AFP*, « Centrafrique : 4 civils tués, 14 blessés à Bangui », 24/10/2016.

Alors que cet ancien membre du Conseil National de Transition se disant à la tête d'une structure appelée Groupe de Travail de la Société Civile, Gervais Lakosso, accuse publiquement la Minusca de ne pas agir pour lutter contre la violence dans le pays. Alors qu'il avait déjà été accusé d'avoir alimenté la grogne populaire à Bangui en 2015, il lance en octobre 2016 une pétition pour exiger le retrait de la Minusca et le redéploiement des Faca<sup>44</sup> et appelle à une journée « ville morte » le 24 octobre 2016<sup>45</sup>. Le 24 octobre, des manifestations s'organisent dans l'ensemble de la capitale, des barricades sont érigées, des pneus brûlés et les commerces fermés. La situation dégénère et des tirs sont entendus dans plusieurs arrondissements. Le bilan selon les sources onusiennes est de quatre morts et 13 blessés dont 5 Casques bleus<sup>46</sup>. Le groupe d'experts sur la Centrafrique affirme que cette campagne officiellement menée seulement par un groupe de la société civile a en réalité bénéficié du soutien d'hommes politiques de l'opposition et de certains groupes armés comme Joseph Bendounga et Séraphin Komeya, chefs respectivement du Mouvement démocratique pour la renaissance de Centrafrique (MDCR) et du tout récent Mouvement de résistance pour la défense de la patrie (MRDP) voire de membres du gouvernement comme Marcel Mokoapi, directeur de campagne de Jean-Serge Bokassa (actuel ministre de l'Administration du Territoire) au cours des dernières élections présidentielles<sup>47</sup>.

Depuis 2016, des Casques bleus, même hors de toute participation à des missions de terrain, ont été ciblés à Bangui: Le 24 juin 2016, un casque bleu sénégalais est abattu par des inconnus armés<sup>48</sup>. A deux reprises en novembre 2017, des véhicules de l'ONU sont ciblés par la population en colère après des accidents routiers dans lesquels lesdits véhicules ne sont pas impliqués<sup>49</sup>.

Le 9 mars 2017, un policier de la Minusca en civil est agressé par des criminels présumés dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement de Bangui et succombe à ses blessures<sup>50</sup>.

Enfin le sentiment « anti-Minusca » est favorisé par les nombreuses accusations de violences contre des civils, en majorité des accusations de viols, proférées par des Centrafricains contre des casques bleus : pour des faits remontant déjà à 2014, des militaires français de l'opération « Sangaris » avaient aussi été mis en cause. Entre 2016 et juin 2017, plus de sept cents Casques bleus originaires de la République du Congo sont renvoyés après des accusations d'agressions sexuelles et de divers trafics. Récemment une jeune femme a affirmé avoir été droguée et violée par un ou plusieurs Casques bleus à Bambari à la fin du mois de septembre 2017<sup>51</sup>.

#### 4. Une insécurité notamment imputable aux forces étatiques

La gendarmerie et la police nationale centrafricaine relèvent de la compétence du ministère de l'Intérieur<sup>52</sup> et ont officiellement réinvesti les rues de Bangui en 2015<sup>53</sup>. On

---

<sup>44</sup> United Nations Security Council, 05/12/2016, art.cit.

<sup>45</sup> Réseau des journalistes pour la défense des droits de l'homme, « Centrafrique: Gervais Lakosso interpellé et gardé à vue au Commissariat du Port pour affaire ville morte », 07/11/2016.

<sup>46</sup> United Nations Security Council, 05/12/2016, art.cit.

<sup>47</sup> Ibid.

<sup>48</sup> Agence France Presse (AFP), « Centrafrique : un Casque bleu "abattu" à Bangui », 27/06/2016. USDOS, 03/03/2017, art.cit.

<sup>49</sup> France 24, « Centrafrique : à Bangui, les rancœurs contre l'ONU de plus en plus exacerbées », 27/11/2017.

<sup>50</sup> United Nations Security Council, Report of the Secretary -General on the Central African Republic, 02/06/2017.

<sup>51</sup> Le Monde, « En Centrafrique, des casques bleus une nouvelle fois accusés de viol », 12/10/2017.

<sup>52</sup> Agence Centrafricaine de presse (ACAP), « Jean-Serge Bokassa préconise la promotion des policiers et gendarmes méritants et des sanctions contre les perfides », 27/04/2016.

<sup>53</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement, RCA : la police de retour dans les rues de Bangui, 06/02/2015.



constate que des membres des Faca sont également présents dans la capitale et sont régulièrement accusés de commettre des actes illégaux.

#### 4.1. La police nationale

Peu d'informations sont fournies sur le travail et les agissements de la police nationale centrafricaine mais une structure de la police a été dénoncée par l'ONG Human Rights Watch : il s'agit de l'Office Centrafricain de Répression du Banditisme (OCRB). Rien que pour les trois premiers mois de l'année 2016, l'OCRB a commis au moins 18 exécutions illégales selon Human Watch Rights<sup>54</sup> : les victimes sont des hommes (âgés entre 19 et 35 ans) dont seulement certains étaient connus des services de police. Le directeur de l'OCRB est directement impliqué dans plusieurs de ces exécutions selon l'ONG. Hormis son limogeage survenu peu avant la parution du rapport de l'ONG, l'ensemble des sources d'information consultées ne fournit une indication récente sur sa situation ou sur les suites accordées aux lourdes accusations portées contre lui.

#### 4.2. Les Faca

Plusieurs incidents impliquant des agents des Faca ont été signalés depuis deux ans à Bangui par les Nations unies :

En juin 2016, un casque bleu de la Minusca qui ne porte pas son uniforme est assassiné par un élément des Faca dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Bangui puis son corps est transporté par des inconnus à l'hôpital général de Bangui, où il a ensuite été identifié par la Minusca. Une enquête est ouverte par les autorités nationales sur instruction du Procureur de Bangui et avec l'appui de la Mission onusienne. La police nationale constitue un dossier transmis au Procureur sans suite<sup>55</sup>.

L'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Centrafrique avance avoir été saisi d'informations sur l'assassinat de deux personnes par des soldats réguliers à PK5 au début du mois d'octobre 2016<sup>56</sup>.

A la fin de l'année 2016, le groupe d'experts des nations unies sur la Centrafrique informe que des unités des Faca agissent en dehors du commandement central et du contrôle de l'armée à Bangui. Ces unités se positionnent essentiellement dans les 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements mais également à d'autres endroits stratégiques proches de l'aéroport, du Palais présidentiel, du Parlement et de la route vers Bimbo et les tentatives des autorités pour les faire rentrer dans les rangs se sont révélées vaines.

Ces mêmes unités sont accusées d'être impliquées dans des activités illégales et des abus graves, notamment à la suite de l'assassinat du major Marcel Mombeka le 4 octobre 2016 où des soldats sont soupçonnés de l'assassinat d'un motocycliste musulman près du pont Yakité et d'un jeune musulman près de l'école Yakité dans le 3<sup>e</sup> arrondissement. Toujours en octobre 2016, une unité de la Minusca a vu un homme en tenue de l'armée régulière jeter une grenade sur la population au rond-point du serpent (5<sup>ème</sup> arrondissement). Enfin les Nations unies déclarent avoir été saisies d'informations sur des cas de soldats tirant sur des conducteurs de motocyclettes et les harcelant dans les quartiers de Miskine et de Bimbo ainsi que dans les 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements.

Le Groupe des experts sur la Centrafrique affirme que de nombreux Faca conservent des armes précédemment attribuées ou acquises sur le marché noir<sup>57</sup>.

---

<sup>54</sup> Human Watch Rights, *Police Unit killed 18 in cold blood*, 27/06/2016.

<sup>55</sup> United Nations Security Council, *Report of the Secretary-General on the situation in the Central African Republic*, 29/09/2016.

<sup>56</sup> Human Rights Council, *Report of the Independent Expert on the situation of human rights in the Central African Republic*, 28/07/2017.

Plus récemment le Secrétaire général des Nations Unies a dressé un bilan inchangé : il estime que Bangui est une ville calme hormis les actes de violence « perpétrés épisodiquement par des groupes armés liés aux AB et à l'ex-Séléka, ainsi que par de prétendus groupes d'«autodéfense», ces derniers menaçant, extorquant et harcelant les chefs de communauté, les commerçants et les chauffeurs de taxi voire de simples habitants à PK5. Il impute le ralentissement des retours des déplacés à la tentative de prise de contrôle de certaines parties du PK5 par des AB<sup>58</sup>.

---

<sup>57</sup> *United Nations Security Council*, 05/12/2016, art.cit.

<sup>58</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine*, 18/10/2017.

## Bibliographie

[Sites web consultés entre le 01/12/2017 et le 23/01/2018]

### Rapports

Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine*, 18/10/2017.

<https://undocs.org/fr/S/2017/865>

*International Crisis Group, Eviter le pire en République centrafricaine*, Rapport Afrique de Crisis Group N° 253, 28/09/2017

<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/253-avoiding-worst-central-african-republic>

*United States department of State (USDOS), 2016 Report on International Religious Freedom - Central African Republic*, 15/08/ 2017.

[http://www.ecoi.net/local\\_link/345177/476328\\_en.htm](http://www.ecoi.net/local_link/345177/476328_en.htm)

*Human Rights Council, Report of the Independent Expert on the situation of human rights in the Central African Republic*, 28/07/2017.

[https://www.ecoi.net/file\\_upload/1930\\_1504084469\\_g1722695.pdf](https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1504084469_g1722695.pdf)

*United Nations Security Council, Report of the Secretary -General on the Central African Republic*, 02/06/2017.

[https://www.ecoi.net/file\\_upload/1226\\_1496926219\\_n1714200.pdf](https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1496926219_n1714200.pdf)

*United States department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2016 - Central African Republic*, 03/03/2017

[http://www.ecoi.net/local\\_link/337137/466897\\_en.html](http://www.ecoi.net/local_link/337137/466897_en.html)

*International Crisis Group, Centrafrique : alerte de crise*, 16/11/2016.

<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/centrafrique-alerte-de-crise>

United Nations Security Council, Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2262 (2016), 05/12/2016

[http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/2016/1032](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032)

*Armed Conflict location and event data project (Acled), Conflict Trends (n°54) real Time Analysis of African Political Violence*, 12/2016.

[https://www.ecoi.net/file\\_upload/3230\\_1483013851\\_acled-conflict-trends-report-no-54-december-2016-pdf.pdf](https://www.ecoi.net/file_upload/3230_1483013851_acled-conflict-trends-report-no-54-december-2016-pdf.pdf)

United Nations Security Council, Report of the Secretary-General on the situation in the Central African Republic, 29/09/2016.

[https://www.ecoi.net/file\\_upload/1226\\_1475741201\\_n1629321.pdf](https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1475741201_n1629321.pdf)

DUKHAN Nathalia, « République Centrafricaine : Un chef anti-balaka proche de Bozizé intégré dans la police nationale », 19/07/2016.

<http://www.centrafrique-presse.info/site/info-dossier-9581.html>

Human Watch Rights, Police Unit killed 18 in cold blood, 27/06/2016.

[https://www.ecoi.net/local\\_link/326300/452888\\_en.html](https://www.ecoi.net/local_link/326300/452888_en.html)

Programme des nations Unies pour le développement, RCA : la police de retour dans les rues de Bangui, 06/02/2015.

<http://www.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/articles/2015/02/06/car-la-police-de-retour-dans-les-rues-de-bangui.html>

United Nations High Commissioner for Refugees, Car Situation UNHCR CAR Update-December 2016 Highlights, s.d.

[https://www.ecoi.net/en/file/local/1393606/1930\\_1486467224\\_589456f74.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1393606/1930_1486467224_589456f74.pdf)

## Medias

DUKHAN Nathalia, *En Centrafrique, les groupes armés prolifèrent grâce à une impunité totale*, *Le Monde*, 21/08/2017

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/21/en-centrafrique-les-groupes-armes-prolifere-grace-a-une-impunite-totale\\_5174634\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/21/en-centrafrique-les-groupes-armes-prolifere-grace-a-une-impunite-totale_5174634_3212.html)

Agence de presse africaine (APA), « Bangui s’amuse encore, malgré l’insécurité permanente », 01/01/2018.

<http://fr.africatime.com/republique-centrafricaine/articles/bangui-samuse-encore-malgre-linsecurite-permanente>

France 24, « Centrafrique : à Bangui, les rancœurs contre l'ONU de plus en plus exacerbées », 27/11/2017.

<http://www.france24.com/fr/20171126-centrafrique-bangui-tensions-casques-bleus-accident-voiture-mort-etudiant-minusca-onu>

PINTO Pierre, RCA: «Redonner du muscle et de la réactivité à la Minusca», *Radio France Internationale*, 15/11/2017.

<http://www.rfi.fr/afrique/20171115-rca-mission-onu-minusca-renouvellement-mandat>

La Croix, « Centrafrique, nouvelle flambée de violence à Bangui », le 14/11/2017

<https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Centrafrique-nouvelle-flambee-violence-Bangui-2017-11-14-1200891952>

Le Monde, « Centrafrique : 7 morts et plus de 20 blessés dans des violences à Bangui », 13/11/2017.

Agence France Presse (AFP), « Plus de 1.200 ex-Séléka sommés de quitter des casernes à Bangui en Centrafrique », 07/11/2017.

<https://www.voaafrique.com/a/plus-de-1200-ex-seleka-sommes-de-quitter-des-casernes-a-bngui-en-centrafireque/4104920.html>

CorbeauNews, « Centrafrique : Vient de naître à Bangui, le “LCADR” un mouvement des Anti-balaka », 06/11/2017.

<http://www.journaldebangui.com/article.php?aid=13354>

Le Monde, « En Centrafrique, des casques bleus une nouvelle fois accusés de viol », 12/10/2017.

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/12/en-centrafrique-des-casques-bleus-une-nouvelle-fois-accuses-de-viol\\_5199802\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/12/en-centrafrique-des-casques-bleus-une-nouvelle-fois-accuses-de-viol_5199802_3212.html)

AFP, « En Centrafrique, des proches des milices font leur entrée au gouvernement », 15/09/2017.

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/15/en-centrafrique-des-proches-des-milices-font-leur-entree-au-gouvernement\\_5186333\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/15/en-centrafrique-des-proches-des-milices-font-leur-entree-au-gouvernement_5186333_3212.html)

*Jeune Afrique*, Centrafrique : la Minusca dénonce l'appel de l'anti-balaka Maxime Mokom à « bouter les mercenaires étrangers », 23/08/2017.

<http://www.jeuneafrique.com/467977/politique/centrafrique-la-minusca-denonce-lappel-de-lanti-balaka-maxime-mokom-a-bouter-les-mercenaires-etrangers/>

*RFI*, Des dizaines de morts dans une attaque au sud de la Centrafrique »17/05/2017.

<http://www.rfi.fr/afrique/20170512-dizaines-morts-une-attaque-sud-centrafrique-alindao>

*Jeune Afrique*, Centrafrique : ce que l'on sait après l'attaque de Bangassou », 16/05/2017.

<http://www.jeuneafrique.com/439081/politique/centrafrique-lon-sait-apres-lattaque-de-bangassou/>

*Réseau des journalistes pour la défense des droits de l'homme*, « Centrafrique: Gervais Lakosso interpellé et gardé à vue au Commissariat du Port pour affaire ville morte », 07/11/2016.

<http://rjdh.org/centrafrique-gervais-lakosso-interpelle-garde-a-vue-commissariat-port-affaire-ville-morte/>

*Le Parisien*, « Centrafrique : violences mortelles à Bangui pendant la visite de Le Drian », 31/10/2016.

*RFI*, "Centrafrique: affrontements meurtriers dans le quartier PK5 de Bangui », 30/10/2016.

<http://www.rfi.fr/afrique/20161030-centrafrique-affrontements-meurtriers-quartier-pk5-bangui-minusca>

*Agence France Presse (AFP)*, « Centrafrique : un Casque bleu "abattu" à Bangui », 27/06/2016.

<http://www.europe1.fr/international/centrafrique-un-casque-bleu-abattu-a-bangui-2783638>

SAMBOU Wahany Johnson, « RCA : trois morts dans des violences à Bangui », 14/06/2016.

<http://fr.africanews.com/2016/06/14/rca-trois-morts-dans-des-violences-a-bangui/>

*Agence centrafricaine de Presse (Acap)*, « Jean-Serge Bokassa préconise la promotion des policiers et gendarmes méritants et des sanctions contre les perfides », 27/04/2016.

[https://www.acap.cf/Jean-Serge-Bokassa-preconise-la-promotion-des-policiers-et-gendarmes-meritants-et-des-sanctions-contre-les-perfides\\_a6826.html](https://www.acap.cf/Jean-Serge-Bokassa-preconise-la-promotion-des-policiers-et-gendarmes-meritants-et-des-sanctions-contre-les-perfides_a6826.html)

*Le Monde*, "Reportage « En pèlerin de la paix », le pape visite le quartier musulman de Bangui », 30/11/2015.

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/30/en-pelerin-de-la-paix-le-pape-visite-le-quartier-musulman-de-bangui\\_4820827\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/30/en-pelerin-de-la-paix-le-pape-visite-le-quartier-musulman-de-bangui_4820827_3212.html)

*RFI*, Des dizaines de morts dans une attaque au sud de la Centrafrique »17/05/2017.

<http://www.rfi.fr/afrique/20170512-dizaines-morts-une-attaque-sud-centrafrique-alindao>